



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de restauration collective pour l'Ecole Nationale de Ski et  
d'Alpinisme de Chamonix**

**École Nationale des Sports de Montagne**  
35 rue du Bouchet  
74400 Chamonix

## SOMMAIRE

---

<b>1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
<b>2 - DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>3</b>
<b>3 – CONFLIT D'INTERETS.....</b>	<b>4</b>
<b>4 - PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>5 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>4</b>
<b>6 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
6.1 - Durée de l'accord-cadre .....	4
6.2 - Reconduction .....	5
<b>7 - PRIX .....</b>	<b>5</b>
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
7.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7.3 - Clause de révision exceptionnelle .....	5
7.4 - Clause de rendez-vous .....	5
<b>8 - GARANTIES FINANCIERES .....</b>	<b>5</b>
<b>9 - AVANCE.....</b>	<b>5</b>
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	5
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
<b>10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>6</b>
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
10.3 - Délai global de paiement.....	7
10.4 - Paiement des cotraitants .....	7
<b>11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
11.1 - Conditions de passation des commandes.....	7
11.2 - Suivi commercial .....	7
11.3 - Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat .....	8
11.4 - Conditions générales de livraisons, stockage, emballage et transport.....	8
<b>12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
12.1 - Vérifications.....	8
12.2 - Décision après vérification .....	8
<b>13 - GARANTIE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>14 - PENALITES .....</b>	<b>8</b>
14.1 - Pénalités de retard.....	8
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	9
<b>15 - ASSURANCES .....</b>	<b>10</b>
<b>16 - RESILIATION DU CONTRAT.....</b>	<b>10</b>
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
16.3 - Travail dissimulé .....	10
<b>17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>11</b>
<b>18 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES.....</b>	<b>11</b>
18.1 - Confidentialité .....	11
18.2 – Protection des données personnelles.....	11
<b>19 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>13</b>
19.1 - Clause de réexamen et modifications du contrat .....	13
19.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	13
19.3 - Devoir d'information et de conseil.....	13
<b>20 - DEROGATIONS.....</b>	<b>13</b>

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la prestation de restauration collective pour l'école nationale des sports de montagne pour le site de l'ENSA situé à Chamonix. La description de cette prestation est détaillée dans le CCTP, pages 4 et 5 « Conditions générales d'exécution ».

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum **annuel du marché est fixé à 900 000 € HT.**

Dans le cas où le maximum serait atteint avant l'échéance contractuelle normale, le pouvoir adjudicateur peut reconduire le marché sans délai aux conditions initiales sans qu'il soit besoin d'attendre la fin de la période en cours. Dans ces conditions, un courrier de reconduction anticipée sera adressé sans délai au titulaire du marché.

Si le montant total maximum est atteint, notamment après le jeu de toutes les périodes de reconduction, l'accord-cadre prend fin.

Le marché est à prix unitaires et le prix sera payé en fonction des quantités réellement exécutées déterminées sur chaque bon de commande.

De ce fait, les quantités portées au Détail Quantitatif Estimatif ne sont qu'indicatives.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande prévisionnels seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de façon hebdomadaire sur la base d'un estimatif annuel fixé en début de marché puis d'un estimatif mensuel fixé 30 jours avant le début du mois concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

## 2 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des obligations environnementales qui prennent en

compte les objectifs de développement durable décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### 3 – Conflit d'intérêts

Le conflit d'intérêts est défini comme « *toute situation dans laquelle le titulaire a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la réalisation de l'accord-cadre public* ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'acheteur peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

### 4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

### 5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 6 - Durée et délais d'exécution

#### 6.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale de 1 an**.

L'accord-cadre est conclu à compter **01/12/2025 jusqu'au 30/11/2026**.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.** La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **4 ans**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les autres prestations (bouteille de vin, extra pour service à table etc.) seront proposées sur devis par le prestataire pour validation par l'ENSM.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

### 7.3 - Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, une hausse des prix du contrat supérieure au seuil prévu.

Pour ce faire, le titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

### 7.4 - Clause de rendez-vous

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du contrat est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **10 - Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invitée à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 197 400 682 00013

N° d'engagement juridique qui sera envoyé à la notification du marché.

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

### **11.1 - Conditions de passation des commandes**

Les commandes seront communiquées dans les délais précisés au paragraphe « condition d'attribution des bons de commande ». Ils seront communiqués par email.

Des modifications faisant **varier de moins de 15 % les effectifs** peuvent être communiquées au titulaire **la veille du jour concerné au service de 19h**.

Des modifications faisant **varier de moins de 10 % les effectifs** peuvent être communiquées au titulaire **le jour même avant 9h30**.

Aucun minimum de commande ne peut être imposé par un candidat. Des commandes peuvent être passées jusqu'au dernier jour de validité des accords-cadres.

### **11.2- Suivi commercial**

Le titulaire du marché désigne le correspondant chargé du suivi de la relation avec le service de restauration. Ce correspondant aura également un rôle de conseils auprès du responsable du service de restauration. Ses coordonnées seront communiquées au plus tard à la date de démarrage des prestations. En cas de changement de correspondant, le titulaire informe l'école des nom, qualité et coordonnées de son successeur.

### **11.3- Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat**

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- Une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants ;
- Une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera au plus tard 3 mois avant la date annuelle d'échéance ;
- 1 à 2 autres réunions chaque année si nécessaire à la demande d'une des parties au contrat.

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visio-conférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

### **11.4- Conditions générales de livraisons, stockage, emballage et transport**

Le lieu de livraison est le suivant :

**École Nationale des Sports de Montagne**  
Place du Mont Blanc  
74400 Chamonix Mont Blanc

## **12- Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13- Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **14- Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, indiqué à chaque bon de commande, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par quart d'heure de retard, une pénalité fixée 150,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.



Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

#### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### 14.3 - Autres pénalités spécifiques

TYPE DE PENALITE	NOM DE LA PENALITE	MODALITES	MONTANT
Livraison	Non-respect des conditions de livraison (consacrées dans le CCTP et règlementaires)	Par repas	5 €
	Livraison partielle	Par repas	5 €
Suivi du marché	Non présentation des résultats des pesées	Par jour de retard après la 1ère mise en demeure restée sans effet	100 €
	Non-respect des dispositions du cadre de réponse technique	Par manquement constaté	100 €
	Non présentation du compte-rendu mensuel de contrôle des encadrants	Par jour de retard après la 1ère mise en demeure restée sans effet	100 €
	Non transmission ou mise à disposition des informations relatives aux indicateurs EGAlim	Par manquement constaté	150 €
	Non transmission des documents se rapportant à la traçabilité des produits	Par manquement constaté	75 €
	En cas de non-respect de la réalisation des animations demandées	Par manquement constaté	150 €
	Non-respect de la continuité du service public	Par manquement constaté	200 €
	Non-respect des dispositions environnementales (respect du CCTP)	Par manquement constaté	150 €
Hygiène	Non-respect de l'obligation de port des équipements de protection individuelle	Par manquement constaté	200 €
	Défaut de nettoyage de la cuisine	Par manquement constaté	300 €
	Non-respect du programme de contrôles bactériologiques	Par manquement constaté	300 €
	Retard dans la transmission des résultats des contrôles bactériologiques	Par jour de retard après la 1ère mise en demeure restée sans effet	50 €
	Non-conformité des règles en vigueur en matière de sécurité et d'hygiène	Par manquement constaté	500 €
Qualité des produits et menus	Livraison de menus non-conformes ou ne correspondant pas aux effectifs du bon de commande (incluses DLC et DCR dépassées + non-respect des grammage) et au menu validé en commission restauration.	Par manquement constaté	100 €
	Non-respect des qualités organoleptiques des produits (texture, odeur, aspect, présence d'arête, maturité des fruits, goût...)	Par manquement constaté	50 €

Les pénalités pourront être décomptées par le pouvoir adjudicateur sur la facture du mois suivant celui de leur constatation et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal énonçant les manquements, envoyé au titulaire. Le titulaire pourra faire valoir auprès du pouvoir adjudicateur ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Au vu des justifications, le pouvoir adjudicateur pourra décider de réduire ou de ne pas appliquer ces pénalités.

## **15- Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16- Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **16.3 - Travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur résiliera l'accord-cadre.

Le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

## 17- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18– Confidentialité et protection des données

### 18.1- Confidentialité

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du marché relatif à l'**Assistance technique, livraison de denrées, confection des repas pour l'école nationale des sports de montagne** sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées.

Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le présent marché.

Par ailleurs, cette utilisation sera opérée dans le strict respect de la législation relative à la protection des données à caractère personnel et au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de la clause présente clause de confidentialité, le titulaire ou, le cas échéant, son sous-traitant, s'expose à des sanctions pénales.

De même, l'école nationale des sports de montagne pourra résilier le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer.

L'obligation de confidentialité s'applique au-delà de l'échéance du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### 18.2– Protection des données personnelles

En complément de l'article précédent et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### A. Obligations du prestataire

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes

privées ou publiques, physiques ou morales ;

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- Procéder en fin de contrat, selon les instructions de l'école nationale des sports de montagne soit à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, soit à les renvoyer à l'école des sports de montagne au terme de la prestation de service.

Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

## **B. Sort des données**

Aucune donnée personnelle ne sera utilisée par le titulaire ou son sous-traitant au-delà de l'échéance du marché ni conservée, sauf obligation légale de conservation.

## **C. Assistance et conseil**

Le titulaire aidera l'école nationale des sports de montagne à remplir ses obligations fixées par les articles 32 à 36 du RGPD et plus particulièrement :

- En cas de nécessité de communication aux personnes concernées à la suite d'une violation de données à caractère personnel ;
- En cas de réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données.

## **D. Traitement des violations de données**

Le titulaire s'engage à informer l'école nationale des sports de montagne de toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, conformément à l'article 33 du RGPD.

## **E. Contrôle**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Conformément à l'article 30 du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679 (« RGPD »), si le prestataire effectue un traitement pour le compte de l'école nationale des sports de montagne, le titulaire tiendra à jour un registre précisant :

- Les catégories de traitements effectués pour l'école nationale des sports de montagne;
- Une description générale des mesures de sécurité mises en œuvre ;
- Les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPO).

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations de sécurité de l'organisation.

Le prestataire devra mettre à la disposition des représentants de l'école nationale des sports de montagne mandatés toutes les informations nécessaires pour permettre la réalisation d'audits de conformité au RGPD, conformément à l'article 28 du RGPD.

## **F. Traitement de données personnelles par l'Ecole Nationale des Sports de Montagne**

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur sera amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel comprenant les noms, prénoms, adresses mails et numéros de téléphone professionnels des personnels du titulaire ou de ses éventuels sous-traitant pour les besoins de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre comprenant notamment le traitement des demandes de paiement du titulaire ou de

ses sous sous-traitants et la mise à jour de sa base de données relative à ses prestataires de services.

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants dispose d'un droit permanent d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des données le concernant conformément au droit applicable en vigueur.

Chaque personne peut exercer ses droits en adressant sa demande au délégué à la protection des données de l'acheteur soit : Sylvie Lecroart, [rgpd@ensm.sports.gouv.fr](mailto:rgpd@ensm.sports.gouv.fr)

## 19- Clauses complémentaires

### 19.1 - Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### 19.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### 19.3 - Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## 20- Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG- Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services